

FONDATION POUR LA MEMOIRE DE LA SHOAH

Discours de Madame Simone Veil

Conférence sur l'antisémitisme

Berlin 28-29 avril 2004

PC.NGO/7/04
29 April 2004

FRENCH only

Monsieur le Président de la république fédérale d'Allemagne, Excellence,

Mesdames et Messieurs,

L'antisémitisme européen est une affaire trop grave pour être livrée à l'affabulation, à la caricature, voire à la moindre inexactitude. L'ambition que je me suis fixée n'est pas de vous dire les paroles que vous attendez, ni de celles qui inquiètent avec désinvolture, ni de celles qui rassurent avec légèreté, mais simplement, autant qu'il est possible, de dire ce qui est, et de ne pas me dérober à la rude vérité des faits.

Je parlerai plus particulièrement de la France parce que je n'ignore pas que mon pays est souvent plus particulièrement visé. Il est vrai, au demeurant, que c'est en France, que se trouve la plus grande Diaspora, après les Etats Unis, avec les mêmes inquiétudes que celles qui sont à l'origine de cette conférence. Que se passe-t-il en France? Il n'est pas douteux qu'aujourd'hui, les Juifs de France sont inquiets, et que certains ont peur. Les agressions physiques et verbales, je ne dirai pas qu'elles sont devenues banales, mais il est vrai qu'elles ne

surprennent plus. Il fut un temps, qui n'est pas si lointain, où un seul des actes qui à présent sont commis par centaines contre les juifs de France, aurait suscité l'indignation immédiate, collective, voire unanime, de la société française. Il fut un temps où il n'aurait pas été imaginable qu'un enfant juif d'un grand lycée parisien, dût, comme c'est arrivé cette année, changer d'établissement pour échapper aux brimades, aux intimidations et aux insultes.

Ce temps n'est plus : c'est un fait. Il n'est pas exceptionnel, qu'aujourd'hui, sur le sol de la République française, un juif ait à souffrir de ce qu'il est. Cette réalité, je ne crois pas vous l'apprendre. Il est de moins en moins indifférent d'être juif en France, il est de moins en moins anodin de porter un nom juif, de porter une kippa, ou d'arborer, en guise de bijou, une lettre hébraïque. Les plus jeunes, notamment, ont à subir cette alliance de l'ignorance, de la mode et de la force. Ils ont, chaque jour davantage, à répondre du fait qu'ils sont juifs. Je n'ai pas le dessein de vous émouvoir, mais simplement celui de vous informer. Je vous épargne donc les anecdotes. Sachez seulement qu'elles sont assez nombreuses pour n'être plus anecdotiques.

Mais il est vrai aussi qu'il serait, injuste, et, d'une certaine manière, malhonnête, d'exagérer l'importance de cette peur. Ne faisons pas aux victimes des persécutions passées l'outrage de comparer, même indirectement, même par allusion, ce qu'elles ont vécu avec ce qui arrive aujourd'hui aux juifs de France.

Quand, Présidente de la Fondation pour la mémoire de la Shoah, j'entends parler, à propos de la France des années 2000, de « *Nuit de cristal* », ce n'est pas seulement l'honneur de mon pays que je suis obligée de défendre, c'est le respect de la mémoire des victimes. Et c'est aussi la vérité.

La vérité, dont il faut être conscient, c'est que la France traverse une vague d'antisémitisme. La vérité, c'est aussi que cette vague n'est à aucun degré, à aucun titre, comparable avec la déferlante de haine, qui, il y a soixante ans, envoya à la mort soixante seize mille juifs de France.

D'abord, aujourd'hui, en France, l'Etat est là, pour garantir la sécurité des juifs. Si vous cherchez des pays antisémites, vous en trouverez, hélas, un certain nombre sur la Terre. Mais, je vous le dis avec solennité, la France n'en fait pas partie. Les juifs y sont chez eux, citoyens comme les autres, la devise de la République est la leur, et s'ils dénoncent, avec irritation, avec impatience, parfois avec angoisse, les agressions dont ils sont victimes, c'est par confiance, et non pas par défiance, envers leur pays.

Cette confiance, qui va jusqu'à la tendresse, entre les juifs de France et la République française, elle est d'abord le fruit de l'histoire. L'histoire des juifs de France, c'est—celle d'une heureuse rencontre, d'un amour souvent blessé, souvent offensé, souvent humilié, entre le vieux peuple de l'Antiquité et le pays qui sut l'accueillir et recevoir la richesse de son apport spirituel, intellectuel, et

moral. C'est en France, et non pas ailleurs en Europe, qu'on accorda d'abord aux juifs le statut de citoyens, c'est en France qu'ils connurent d'abord la dignité de l'existence libre, c'est en France que fut proclamée, avec les droits de l'Homme, la liberté de « toutes les opinions, même religieuses ». La reconnaissance que les Français d'origine ou de confession juive ont, dès lors, vouée à leur patrie, et qui amena l'un d'entre eux à proclamer que la Terre promise, c'était la France, et que Jérusalem, c'était Paris, cette reconnaissance, ils l'éprouvent toujours, parce qu'ils savent que toute mémoire est un héritage, et tout héritage, une gratitude.

De cette mémoire commune, de l'histoire si tourmentée de cette harmonie réciproque, il est un autre moment, «un moment de la conscience humaine», que je tiens à évoquer devant vous, et c'est bien entendu l'Affaire Dreyfus.

Pour tout juif français, c'est, encore aujourd'hui, un triple symbole.

Le symbole, d'abord, de l'injustice réparée. C'est en voyant, dans la cour de l'Ecole militaire, arracher les épaulettes de cet homme pâle qui criait : « je suis innocent ! », qu'un journaliste juif viennois eut l'intuition que les juifs ne pourraient accéder à la fierté de la libre souveraineté que le jour où ils disposeraient d'une patrie qui porte le nom de leur peuple.

Le symbole, ensuite, des deux France. Il est des moments, rares et précieux, dans l'histoire d'un pays, où il est permis de savoir avec certitude où est le bien et où est le mal. Pendant les douze années de l'affaire Dreyfus, une France s'est

constituée, qui demeure celle à laquelle nous avons la fierté d'appartenir, celle d'Emile Zola et de Jean Jaurès, celle de ceux pour qui ni la gloire, ni la force, ni la raison d'Etat ne justifient la condamnation d'un innocent et l'acquittement d'un coupable, celle de ceux pour qui l'honneur est une chose simple. Et c'est cette France-là, que j'appellerai la France du scrupule, qui l'a emporté.

C'est pourquoi Dreyfus, c'est finalement le symbole de la justice affirmée, le symbole de cette France dont Emmanuel Levinas entendit dire, de la bouche de son père, à l'heure des pogroms qui ravageaient une Russie indifférente : « Un pays où l'on se déchire sur le sort d'un petit capitaine juif est un pays où nous devons aller sans attendre ».

L'histoire n'excuse rien, mais elle explique presque tout. C'est elle, à n'en pas douter, qui explique à la fois la confiance des juifs de France, et la vigilance des pouvoirs publics. Car les pouvoirs publics, dans la République française, ont pris toute la mesure du phénomène. Ils n'ont pas seulement entrepris de rassurer les juifs, ils s'emploient à les défendre et à les protéger. Je peux vous le dire avec gravité, car rien, en la matière, n'est pis que la calomnie : la République française veille sur ses juifs. Nous avons entendu le président de la République proclamer qu'agresser un juif de France, c'est agresser la France. Nous l'avons vu mettre en place un comité interministériel de lutte contre l'antisémitisme. Nous avons entendu l'ambassadeur d'Israël en France déclarer que la France

était le seul pays d'Europe à avoir pris des mesures concrètes pour lutter contre la haine antisémite.

Si la France d'aujourd'hui n'est pas comparable à celle d'il y a soixante ans, s'il n'est plus possible de seulement concevoir, dans notre pays, un antisémitisme affiché, officiel, soutenu par une idéologie à prétention scientifique, ce n'est pas seulement à cause de la détermination des pouvoirs publics. C'est d'abord pour deux raisons, du reste indissociables l'une de l'autre.

La première, c'est évidemment la Shoah. Il est des chiffres, des récits, des photographies, après lesquels il est plus difficile de haïr, et plus difficile encore d'exprimer sa haine. C'est pourquoi la mémoire de la Shoah n'est pas seulement une obligation de respect et de fidélité envers les morts, mais un devoir de vigilance envers les vivants. La seule façon d'agir pour que les juifs ne risquent pas de mourir à nouveau dans les chambres à gaz, c'est de se souvenir qu'ils y sont allés. Parmi les véritables menaces antisémites qui pèsent sur la France d'aujourd'hui, il en est deux dont je tiens à souligner l'importance et la gravité. Le négationnisme, d'abord : l'antisémitisme s'est toujours nourri de fables et de mensonges. Voilà la nouvelle fable, et le nouveau mensonge. Non seulement c'est une forme d'antisémitisme, mais c'est peut-être la forme moderne de l'antisémitisme qui dit non pas : « Mort aux juifs », mais : « les juifs ne sont pas morts ». Il est insupportable, voire douloureux de devoir se battre pour prouver que ces six millions de juifs n'ont pas succombé à une mort naturelle.

Et puis il est un autre danger, moins spectaculaire, moins apparent, plus insidieux, et donc beaucoup plus grave. Ce danger, je l'exprime devant vous en mesurant la gravité des mots que je prononce : il est de plus en plus difficile d'enseigner l'histoire du génocide dans les écoles et dans les lycées de France. Un phénomène s'y développe, que des intellectuels ont appelé « la concurrence des victimes ». Ainsi, certains enfants, souvent mal intégrés dans la communauté française et en recherche de leur propre identité, n'acceptent pas la place que les manuels scolaires accordent à la Shoah. Certains professeurs, pour éviter les incidents, cèdent ou renoncent spontanément à traiter de la Shoah devant une classe.

Si cela devait se confirmer ou s'aggraver, la Mémoire, premier rempart contre l'antisémitisme, s'effondrerait.

Seul resterait le second : l'amitié que désormais les autorités chrétiennes portent à la communauté juive. Cette amitié atteste, par l'exemple, qu'aucun malentendu, fût-il millénaire, fût-il criminel, ne résiste aux assauts du cœur et de la volonté. Ceux qui luttent contre la haine peuvent se garder de tout fatalisme : il ne faut pas regarder l'antisémitisme comme une rage sans cause, contre laquelle il faudrait simplement se défendre sans chercher à la réduire.

L'antisémitisme a eu, pendant vingt siècles, une cause directe et précise : on enseignait, dans tous les catéchismes du monde, que les juifs avaient tué Jésus. Les enfants chrétiens apprennent à présent que Jésus était un juif, crucifié, comme tant d'autres juifs, par les Romains. C'est un changement considérable,

un bouleversement de la conscience occidentale, que Vatican II a consacré. Les juifs de France sont reconnaissants à l'Eglise de France dont ils ont entendu l'hommage continu, fait de repentir et de gratitude, que, depuis quinze ans, elle rend au judaïsme. Aussi je souhaite que la diffusion du film de Mel Gibson ne réveille pas les accusations que l'on croyait définitivement récusées par les plus hautes autorités de l'église.

L'antisémitisme français a perdu ses racines. Il est privé d'un grand nombre de ses thèmes traditionnels. Et pourtant, aujourd'hui, à une autre échelle, sur d'autres terrains, il renaît. Pourquoi ?

Permettez-moi de dire ce que chacun sait. La vague d'antisémitisme dont souffre aujourd'hui la France date, très exactement, du début de ce qu'il est convenu d'appeler la «seconde Intifada». De jeunes Français, privés d'identité et de valeurs, empruntent celles des autres, et s'identifient à la lutte palestinienne. L'ennemi, à leurs yeux, ce sont les juifs, parce qu'ils sont totalement assimilés à la société française dont ils se sentent eux-même exclus, ou parce que les juifs leur paraissent soutenir inconditionnellement la politique israélienne.

Je ne veux pas commettre l'erreur de l'approximation, encore moins l'injustice de la généralisation. Disons simplement que la cause de l'antisémitisme nouveau est un antisionisme exacerbé, sans nuance et fondé sur l'ignorance. Les juifs de France sont, le plus souvent malgré eux, amenés à se justifier, à s'expliquer sur leur attachement à un pays, où souvent une partie de leur famille, victime de

persécutions, a trouvé refuge, et où, pour la première fois, depuis deux mille ans, on peut parler hébreu sans se faire massacrer.

Je poserai, pour conclure, la question que nous nous posons tous : comment mettre fin à cette recrudescence de l'antisémitisme ? D'abord, en choisissant de renforcer le modèle républicain plutôt que d'importer le conflit proche-oriental. Ensuite, en étant juste. C'est-à-dire en parlant de la République française avec la reconnaissance que lui doivent tous ceux qui ont appris à aimer d'elle ses valeurs et son langage de liberté : valeurs de tolérance mais aussi de fermeté à l'égard de ceux qui les bafouent, et de fraternité envers ceux qui les respectent.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Je fais confiance à l'OSCE pour renforcer une législation que la France, pour sa part, a déjà mise en place, et pour nous guider et combattre un fléau dont mieux que beaucoup, je sais vers quelles atrocités et vers quelle barbarie il peut mener.

Je souhaite que vos travaux permettent de redonner tout son sens au mot

« fraternité » .